REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE LA CREUSE

ELECTIONS LEGISLATIVES

SCRUTIN DU 16 MARS 1986

LISTE POUR UNE MAJORITE DE PROGRES AVEC LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PRESENTEE PAR LE PARTI SOCIALISTE ET LE M.R.G.



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Plus que jamais pour réussir son avenir, la Creuse doit trouver en elle-même les énergies qui lui sont nécessaires.

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche, proposent à vos suffrages une liste de candidats creusois de naissance, d'âme et de cœur, et qui œuvrent depuis déjà plusieurs années au développement du département.

Représentatifs des diverses catégories socio-professionnelles, nous avons été choisis pour ce combat par plusieurs centaines des nôtres. Notre amour du pays, notre volonté de voir la Creuse prospérer, notre expérience d'élus ont sans doute prévalu dans leur choix, de même que notre fidélité aux principes de justice et de liberté auxquels nous vous savons tant attachés.

Le pire pour notre département serait de s'en remettre à des hommes imposés par un état-major parisien.

Depuis 5 ans les grandes réformes que vous avez approuvées en 1981 sont devenues réalité. L'économie a été assainie. Pour la première fois la Creuse bénéficie à plein de la solidarité nationale. Suite aux visites de Pierre MAUROY et de François MITTERRAND, le Contrat de Plan Etat-Région nous a permis de bénéficier d'une enveloppe financière exceptionnelle.

Cet effort commence à porter ses premiers fruits. Ensemble si vous le voulez, nous pouvons continuer et développer ce qui a été entrepris. Pour cela, ne dispersez pas vos voix.

VOTEZ

LISTE POUR UNE MAJORITÉ DE PROGRÈS, AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

CONDUITE PAR ANDRÉ LEJEUNE.

Le choix du 16 mars portera sur le **bilan** d'une législature de la Gauche et sur ses **projets** pour les cinq années à venir.

L'enjeu est simple : voulez-vous continuer à **construire avec la Gauche** une France économiquement moderne et socialement solidaire et reconduire une équipe compétente qui est en train de gagner, ou préférez-vous rebrousser chemin et confier l'avenir du pays à des hommes du passé dont on n'a pas oublié le cuisant échec économique et social ?

Les discours des politiciens de l'opposition sont très éloignés de la réalité et sont davantage l'expression d'ambitions personnelles concurrentes que d'une volonté commune au service de la France, pour le mieux vivre des Français.

La droite vous fait miroiter des allègements fiscaux, mais pour qui ? Suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, c'est 5,6 milliards de francs pour 100 000 familles les plus riches ; la tranche maximale de l'impôt sur le revenu ramenée à 50 %, c'est 46 milliards de francs pour 100 000 familles à très hauts revenus.

Mais qui paiera ? Vous par une hausse de l'impôt sur le revenu ou par une augmentation de la T.V.A.

La droite vous dit qu'il faut assouplir la réglementation pour retrouver la croissance, mais qui en fera les frais ? Les travailleurs dont on va organiser la précarité de l'emploi par la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, les syndicats que l'on veut contourner en accréditant l'idée qu'ils sont responsables des difficultés.

La droite vous dit qu'il faut privatiser pour que ça marche, en vertu de quoi on va dénationaliser des entreprises qui gagnent.

Ce programme de régression sociale fait peser le poids de la crise sur les plus défavorisés. Il est celui de conservateurs passéistes qui n'ont rien appris et font fi du progrès, des libertés et de la justice.

Face à ce défi conservateur, les socialistes incarnent la continuité tranquille.

Les bons résultats de notre gouvernement témoignent de la solidité de notre gestion et du bien fondé de nos orientations.

Ils plaident pour notre projet de demain :

Il nous faudra :

- **Poursuivre les grandes réformes,** notamment pour un partage du savoir et du temps.
- **Gérer l'économie** pour abattre définitivement l'inflation qui défavorise les plus modestes et handicape nos entreprises.
- **Achever la modernisation** de l'appareil industriel en conjugant innovations technologiques et innovations sociales de façon à redonner à nos entreprises une dynamique et une compétitivité nécessaires à leur développement donc au plein emploi.
- **Au niveau de l'agriculture,** continuer à Bruxelles l'action entreprise pour faire prendre en compte la nécessité de prix différenciés (quantums) seuls capables de garantir un revenu minimum décent aux exploitations des régions d'élevage.

Le 16 mars vous déciderez de continuer à construire avec le Parti Socialiste et tous les républicains de progrès, parce qu'ils incarnent la France qui gagne.

VU, LES CANDIDATS.

Imprimerie FOURIAUD - TAVANO - GUÉRET